



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Bourses africaines**

**Lancement de la phase 2 de l'AELP à Dar es Salaam**

*La Phase 2 du Projet d'Interconnexion des Bourses Africaines (AELP) a été officiellement lancée à Dar es Salaam. Portée par l'Association ...* • (Page 09)

**Di-kéti 2026**

**Le Togo veut transformer ses entrepreneurs en créateurs de richesse**

*Le gouvernement togolais entend franchir une nouvelle étape dans sa politique de promotion des très petites, petites ...* • (Page 10)

**Port autonome de Lomé**

**Un nouveau capitaine pour accélérer la modernisation**

• (Page 03)



◦ Edem Kokou Tengue, nouveau Dg/PAL

**Economie**

**Le Togo accède au rang de pays à revenu intermédiaire**

*Selon la Banque mondiale, le Togo quitte la catégorie des économies à faible revenu pour intégrer celle des pays à ...* • (Page 02)

**Moyen-Orient**

**L'Afrique appelée à faire entendre sa voix**

*Face à la multiplication des crises mondiales particulièrement au Moyen-Orient et leurs répercussions sur les économies africaines, le Togo a accueilli ce 03 juillet 2026 la Conférence ...* • (Page 05)

**Pays à revenu intermédiaire**

**Comprendre la classification de la Banque mondiale**

*Les expressions « pays à faible revenu », « pays à revenu intermédiaire » ou « pays à revenu élevé » reviennent régulièrement dans les analyses économiques. ...* • (Page 06)

**UEMOA**

• (Page 04)

**2ème session ordinaire du Conseil des Ministres au titre de l'année 2026**



**Foire Internationale de Blitta**

**La 4ème édition du 8 au 23 août avec plusieurs innovations**

*La 4è édition de la Foire Internationale de Blitta (FIB) se déroulera, du 8 au 23 août prochains, avec plusieurs innovations, sur son site au CEG Blitta-Gare 2... • (Page 11)*

CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

**NOUVEAU !**  
**INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ**  
**SOUSCRIVEZ EN LIGNE**

SCANNEZ ICI  
OU RENDEZ-VOUS SUR

Q | CANALBOX-SOUSCRPTION.CPAY.TG



Economie

# Le Togo accède au rang de pays à revenu intermédiaire

Selon la Banque mondiale, le Togo quitte la catégorie des économies à faible revenu pour intégrer celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Une reconnaissance des performances économiques récentes qui ouvre de nouvelles perspectives de financement et d'investissement.



• Junior Aredola

Nouveau statut reconnu par la Banque mondiale. Le Togo figure désormais parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Cette évolution ressort de la mise à jour annuelle des classifications par revenu publiée le 1er juillet 2026 par le Groupe de la Banque mondiale, qui couvre 218 économies à travers le monde. Établie chaque année par le pôle de données de l'institution, cette classification repose sur le revenu national brut (RNB) par habitant de l'année précédente, calculé selon la méthode Atlas et exprimé en dollars américains. Les économies sont réparties en quatre catégories : faible revenu, revenu intermédiaire inférieur, revenu intermédiaire supérieur et revenu élevé. Sur les six pays ayant changé de catégorie cette année, le Togo est le seul à quitter le groupe des économies à faible revenu pour rejoindre celui des pays à revenu intermédiaire inférieur. Les cinq autres – la Jordanie, la Micronésie, les Philippines, le Sri Lanka et le Vietnam – accèdent, quant à eux, à la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur.

### Croissance économique soutenue récompensée

Ce reclassement reflète les progrès enregistrés par l'économie togolaise au cours des dernières années. Le pays a maintenu une croissance robuste, avec un produit intérieur brut (PIB) en progression de 5,9 % en 2025, un taux réévalué à près de 6 % par le Fonds

monétaire international (FMI) dans le cadre de sa dernière revue de la Facilité élargie de crédit. Au-delà de cette dynamique économique, la Banque mondiale souligne que la révision des données démographiques a également contribué à cette évolution. À la suite de la publication des résultats détaillés du recensement général de la population de 2022, l'estimation de la population togolaise a été revue à la baisse de 11,7 %, entraînant une hausse mécanique du revenu national brut par habitant. Les fluctuations des taux de change ont également participé à cette amélioration des indicateurs. Cette combinaison de facteurs permet aujourd'hui au Togo de rejoindre plusieurs économies de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), notamment la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin, déjà classées dans la même catégorie.

### Meilleure image auprès des investisseurs

L'accession au statut de pays à revenu intermédiaire constitue un signal positif pour les investisseurs nationaux et internationaux. Cette classification est largement utilisée comme référence par les institutions financières internationales, les bailleurs de fonds, les agences de notation et les investisseurs privés pour apprécier le niveau de développement d'un pays. Elle traduit également les efforts entrepris ces dernières années par les autorités togolaises pour renforcer la résilience de l'économie, améliorer le climat des affaires, développer les infrastructures

et accélérer les réformes structurelles. Ce nouveau positionnement devrait contribuer à renforcer la crédibilité économique du Togo et à attirer davantage de capitaux privés, dans un contexte où le pays ambitionne de devenir un hub logistique, industriel et de services en Afrique de l'Ouest.

### Des financements concessionnels toujours accessibles

Contrairement à certaines inquiétudes, ce changement de catégorie ne signifie pas la fin de l'accès aux financements concessionnels des institutions internationales. Les expériences de pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou le Bénin montrent que les États nouvellement classés à revenu intermédiaire inférieur continuent de bénéficier des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), le guichet concessionnel du Groupe de la Banque mondiale destiné aux pays les plus vulnérables. Toutefois, ces financements évoluent progressivement vers des conditions dites « mixtes », combinant prêts concessionnels et ressources à des conditions plus proches du marché. À la Banque africaine de développement (BAD), certains pays de la sous-région disposent déjà d'un statut mixte, leur permettant d'accéder simultanément au Fonds africain de développement et aux financements souverains non concessionnels. Pour le Togo, cette évolution pourrait ainsi élargir les possibilités de mobilisation de ressources financières, tout en exigeant une gestion rigoureuse de l'endettement public.

## AUX DÉCIDEURS ...

### Transformer l'avance en leadership durable

La nomination d'Edem Kokou Tengue à la tête du Port autonome de Lomé (PAL) dépasse le simple cadre d'un changement de dirigeant. Elle intervient à un moment charnière où le principal moteur logistique du Togo est appelé à franchir un nouveau palier. Si les performances enregistrées ces dernières années sont encourageantes, elles ne garantissent en rien le leadership de demain.

Le Port de Lomé n'est plus un projet d'avenir ; il est déjà une réalité économique majeure. Avec plus de 30,6 millions de tonnes de marchandises traitées en 2024, plus de deux millions d'EVP et une place maintenue dans le prestigieux classement des cent premiers ports à conteneurs du monde, la plateforme togolaise a démontré sa résilience et sa capacité à s'imposer dans un environnement maritime particulièrement concurrentiel.

Ces résultats sont le fruit d'investissements constants, de réformes ambitieuses et d'une vision qui a progressivement fait de Lomé un véritable hub régional desservant non seulement le marché togolais, mais aussi les pays enclavés du Sahel.

Mais dans le secteur portuaire, les succès d'hier ne constituent jamais une assurance pour demain.

L'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui le théâtre d'une compétition intense entre les grandes plateformes maritimes. Les ports d'Abidjan, de Tema, de Kribi, de Dakar ou encore de Lekki multiplient les investissements dans les infrastructures, les terminaux spécialisés, les technologies numériques et la qualité des services. Les compagnies maritimes, de leur côté, arbitrent leurs escales en fonction de critères de plus en plus exigeants : rapidité des opérations, coûts logistiques, connectivité terrestre, fluidité administrative et sécurité des marchandises.

Dans cette course, conserver son avance exige davantage que de poursuivre les réformes engagées ; cela impose d'innover en permanence.

C'est précisément le défi qui attend Edem Kokou Tengue. Son parcours constitue un atout indéniable. Ancien dirigeant du secteur privé, ancien ministre chargé de l'Économie maritime et artisan de plusieurs réformes portuaires, il connaît les rouages de cette industrie stratégique. Sa maîtrise des enjeux économiques et logistiques lui permettra sans doute d'assurer une continuité dans les politiques engagées.

Le Port autonome de Lomé devra accélérer sa transformation numérique, investir davantage dans l'intelligence logistique, renforcer l'interconnexion avec les corridors routiers et ferroviaires, améliorer encore la qualité des services et réduire les délais de passage des marchandises. Dans un monde où la compétitivité se mesure désormais en heures plutôt qu'en jours, chaque gain de productivité devient un avantage stratégique.

Au-delà des infrastructures, l'enjeu est également institutionnel. Un port performant repose sur une gouvernance moderne, une coopération étroite entre les administrations, les opérateurs privés et les partenaires internationaux, ainsi qu'une capacité permanente à anticiper les mutations du commerce mondial. Les transitions énergétique et numérique, l'automatisation des terminaux, les exigences environnementales ou encore les nouvelles routes commerciales imposent une adaptation continue.

Le Port autonome de Lomé a déjà gagné la bataille de la crédibilité. Il lui reste désormais à consolider celle du leadership. Dans cette ambition, le nouveau Directeur général aura moins la mission de préserver un héritage que celle de préparer la prochaine génération de performances. Car, en matière portuaire comme en économie, l'avance ne se conserve que par le mouvement.

M.T

### Le Togo en chiffres

#### DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : [tresor.economie.gouv.fr](http://tresor.economie.gouv.fr)

## Port autonome de Lomé

## Un nouveau capitaine pour accélérer la modernisation

Le Port autonome de Lomé (PAL) ouvre une nouvelle page de son histoire avec la nomination d'Edem Kokou Tengue à sa direction générale. Fort d'une riche expérience dans les secteurs maritime et logistique, il est chargé de poursuivre la modernisation et de renforcer la compétitivité de la plateforme portuaire togolaise.

• Joël Yanclou

Changeant à la tête de la principale plateforme portuaire du Togo. Le Port autonome de Lomé (PAL) dispose officiellement d'un nouveau Directeur général. Par décision des autorités togolaises en date du 2 juillet 2026, Edem Kokou Tengue a été nommé à la tête de l'institution, en remplacement du Contre-amiral Fogan Kodjo Adegnon, qui dirigeait la plateforme portuaire ces dernières années. Cette nomination marque une nouvelle étape dans la gouvernance du premier port en eau profonde de la sous-région, un maillon essentiel de l'économie nationale et du commerce régional.

### Expert du secteur maritime

Économiste et expert-comptable de formation, Edem Kokou Tengue possède une solide expérience dans les domaines maritime, logistique et économique. Avant sa nomination, il occupait les fonctions de ministre délégué chargé de l'Économie maritime, après avoir dirigé Maersk Togo en qualité de Directeur général. Son parcours académique témoigne également d'une formation de haut niveau. Diplômé de Sciences Po Paris, des universités de Birmingham et

de Leicester, il est également titulaire d'un MBA de l'Imperial College London. À ces diplômes s'ajoutent plusieurs qualifications professionnelles en comptabilité de management, en gouvernance et en leadership. Cette double expertise, académique et professionnelle, constitue un atout majeur pour conduire les ambitions du Port autonome de Lomé dans un environnement maritime de plus en plus concurrentiel.

### Poursuivre les réformes engagées

Au sein du gouvernement, Edem Kokou Tengue a piloté plusieurs dossiers stratégiques relatifs au développement du secteur maritime. Il a notamment contribué à la mise en œuvre de réformes destinées à renforcer l'attractivité du Port de Lomé et à consolider sa position comme hub logistique régional. Sa parfaite connaissance des défis du secteur devrait faciliter la poursuite des projets structurants déjà engagés, dans un contexte où les ports africains sont appelés à gagner en compétitivité grâce à l'innovation et à la modernisation de leurs services.

### Modernisation, digitalisation et qualité de service

À la tête du PAL, le nouveau Directeur général aura pour principale mission de poursuivre les efforts de transformation de la plateforme portuaire.



Parmi les priorités figurent la modernisation des infrastructures, l'accélération de la digitalisation des services, l'amélioration de la fluidité des opérations portuaires ainsi que le renforcement de la qualité des prestations offertes aux usagers et aux partenaires. La nomination d'Edem Kokou Tengue intervient ainsi dans un contexte où le Port autonome de Lomé poursuit sa dynamique de transformation afin de consolider son statut de principal hub maritime de la façade atlantique ouest-africaine. Son expérience du secteur et sa maîtrise des enjeux économiques constituent des atouts pour

relever les défis liés à la compétitivité, à la performance opérationnelle et à l'attractivité de cette infrastructure stratégique pour l'économie togolaise.

### Des performances qui confirment le rôle de hub régional

En 2024, le trafic global du Port autonome de Lomé a atteint 30,64 millions de tonnes, contre 30,09 millions de tonnes en 2023, soit une progression de 1,85 %. Cette évolution confirme la résilience de la plateforme malgré un environnement international marqué par des tensions sur les chaînes logistiques.

Le trafic conteneurisé poursuit également sa progression. Avec plus de 2 millions d'Équivalents Vingt Pieds (EVP) traités en 2024, le port affiche une hausse de 5,19 % par rapport à l'année précédente. L'activité de transbordement demeure le principal moteur de cette croissance. Elle est passée de 18,89 millions de tonnes à 20,23 millions de tonnes, soit une augmentation de 7,11 %, illustrant le rôle central de Lomé comme plateforme de redistribution des marchandises vers les ports voisins et les pays de l'hinterland. Ces performances permettent

au Port de Lomé de conserver sa place parmi les 100 premiers ports à conteneurs du monde, selon le classement de Lloyd's List. Avec 2,06 millions d'EVP traités en 2024, il occupe le 92<sup>e</sup> rang mondial et figure parmi les cinq principaux ports africains, tout en restant le seul port d'Afrique subsaharienne francophone présent dans ce classement.

### Consolider le leadership régional

Au-delà des performances actuelles, le principal défi du nouveau dirigeant sera de maintenir le Port autonome de Lomé parmi les plateformes les plus compétitives du continent. Face à une concurrence de plus en plus affirmée des ports d'Abidjan, Tema, Kribi ou encore Dakar, le PAL devra poursuivre ses investissements et renforcer son attractivité auprès des grandes compagnies maritimes. Le Port de Lomé bénéficie toutefois d'atouts majeurs : son statut de port en eau profonde, sa position géographique stratégique sur le Golfe de Guinée, la qualité de ses infrastructures et son rôle de porte d'entrée pour les pays enclavés de la sous-région, notamment le Burkina Faso, le Mali et le Niger.



## Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

### Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : [tresor.economie.gov.fr](https://tresor.economie.gov.fr)

UEMOA

# Deuxième session ordinaire du Conseil des Ministres au titre de l'année 2026

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, a pris part, le 3 juillet 2026, à Ouagadougou, au Burkina Faso, à la deuxième session ordinaire du Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au titre de l'année 2026, présidée par Monsieur Aboubakar NACANABO, Ministre de l'Economie et des Finances du Burkina Faso, Président du Conseil.

Cette session s'est tenue dans un contexte international exigeant, marqué par des tensions économiques, financières, climatiques et sécuritaires.

Au sein de l'Union, la croissance économique est restée soutenue, ressortant à 6,1 % en glissement annuel au premier trimestre 2026, tandis que l'inflation est demeurée maîtrisée, avec un taux de -0,2 %. Les échanges extérieurs des Etats membres se sont, par ailleurs, traduits par un excédent du solde global de la balance des paiements. Les perspectives économiques de l'Union demeurent globalement favorables mais restent toutefois exposées à plusieurs facteurs de risque.

Dans son allocution d'ouverture, le Président du Conseil a rappelé que dans ce contexte, l'Union devait être "un espace de solutions".

Au cours de la réunion, plusieurs décisions importantes ont été adoptées, visant à renforcer la gouvernance économique et financière de l'Union, à consolider la gestion de la dette publique, à promouvoir la protection sociale et à renforcer la stabilité du système financier régional.

Le Conseil a pris acte



des évolutions intervenues dans sa composition, avec l'arrivée de trois nouveaux membres représentant le Bénin et le Sénégal. Il a également adressé ses vives félicitations à Son Excellence Monsieur Romuald WADAGNI pour son élection à la Présidence de la République du Bénin. Il a enfin exprimé sa reconnaissance aux membres sortants pour leur contribution aux travaux du Conseil.

Au titre de la Banque Centrale, le Conseil a adopté la Décision relative à l'opérationnalisation du Fonds de Stabilité Financière de l'Union Monétaire Ouest Africaine (FSF-UMOA) qui a pour objectif de renforcer le dispositif régional de prévention et de gestion des risques financiers.

Le Conseil a examiné, au titre de la Commission de l'UEMOA, le Rapport sur la Surveillance multilatérale de juin 2026 et adopté la Recommandation relative aux orientations de politique économique des Etats membres pour

l'année 2027. Il a également adopté le Règlement portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA, ainsi que la Décision portant création, attributions, composition et fonctionnement du Réseau des Gestionnaires de la Dette Publique de l'Union. Le Conseil a, en outre, adopté le Règlement établissant les procédures communautaires relatives à l'autorisation de mise sur le marché et à la surveillance des médicaments vétérinaires, ainsi que la Décision instituant un Comité Régional du Médicament Vétérinaire. Il a également adopté la Stratégie de Protection Sociale de l'UEMOA.

Le Conseil a également approuvé le budget de l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA (AMF-UMOA) pour l'exercice 2026. Il a également adopté les décisions relatives au renouvellement de mandats ainsi qu'à la nomination de membres du Collège de l'Autorité.

Enfin, au titre de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Conseil a examiné les notes relatives à ses partenariats avec la Société Financière Internationale, PROPARCO et Sumitomo Mitsui Banking Corporation. Ces alliances visent à mobiliser davantage de ressources financières en faveur des priorités de l'Union et de la transformation structurelle de ses économies.

Transports

# Le gouvernement baisse les frais de péage pour certains véhicules

Au Togo, de nouveaux tarifs de franchissement des véhicules aux postes de péage sont en vigueur depuis le mercredi 1er juillet. Le gouvernement a décidé une baisse des prix de passage pour certains véhicules.

De fait, les bus et autocars paieront désormais 1400 FCFA au lieu de 1500. Les poids lourds à 2 essieux débourseuront 2400 au lieu de 2500, ceux à 3, 4, 5 essieux 2800 au lieu de 3000, les 6 et 7 essieux devront 3300 contre 3500 auparavant ; dans le même temps, les poids lourds de 8 essieux et plus paieront 4700 au lieu de 5000. La mesure vise notamment à alléger les charges d'exploitation des transporteurs et à soutenir la mobilité des personnes et des marchandises sur l'ensemble du territoire national. En revanche, les tarifs

appliqués aux véhicules légers, aux motos et aux tricycles restent inchangés. Les nouvelles grilles tarifaires sont applicables sur l'ensemble des postes de péage du pays. Pour le gouvernement, cet ajustement s'inscrit dans la dynamique d'amélioration du climat des affaires et d'accompagnement des acteurs du secteur des

transports. Il intervient dans un contexte de réforme de la gouvernance du secteur routier. En Conseil des ministres, la semaine dernière, l'exécutif a en effet procédé à la création de trois entités destinées à renforcer la gestion, la régulation et la modernisation du secteur routier.

(Togo Officiel)



École de la chance

# Les sélections démarrent le 6 juillet

Au Togo, l'initiative « École de la chance », s'apprête à franchir une nouvelle étape. Après la phase de présélection, les entretiens pour les sélections débutent le lundi 6 juillet.

Cette phase, prévue jusqu'au samedi 11 juillet, consistera à évaluer les profils des candidates présélectionnées, dans le cadre de ce programme. Les listes des candidates retenues peuvent être consultées dans plusieurs points d'information du Grand Lomé, notamment dans les mairies, les Chambres communales de métiers ainsi que dans les centres et maisons des jeunes. Les candidates concernées sont invitées à se présenter aux lieux indiqués, munies d'une pièce d'identité ou de tout document utile relatif à leur candidature. « La participation aux entretiens est obligatoire pour la poursuite du processus de sélection », a précisé le ministère de la planification du développe-

ment. Lancée par le gouvernement, l'initiative « École de la chance » vise à favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes femmes en situation de vulnérabilité, à travers des formations qualifiantes et un accompagnement vers l'emploi ou l'entrepreneuriat. Les formations, d'une durée de trois à six mois, concerneront la couture, la mercerie, la broderie, la coiffure, la tresse et l'esthétique. Elles seront

assurées par des centres et ateliers spécialisés qui seront également sélectionnés dans le cadre du programme. La mise en œuvre du programme s'inscrit dans le cadre du projet d'autonomisation des femmes SWEDD+, financé par la Banque mondiale. À terme, le projet ambitionne d'impacter directement 105.000 filles et jeunes femmes togolaises.

(Togo Officiel)



Cours des devises du vendredi 3 juillet 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	569,250	576,250
Yen japonais	3,530	3,590
Livre sterling	762,000	769,000
Franc suisse	711,250	717,250
Dollar canadien	400,750	407,750
Yuan chinois	83,500	85,250
Dirham Emirats Arabes Unis	154,500	157,500

Source: BCEAO

**Défis géopolitiques au Moyen-Orient****L'Afrique appelée à faire entendre sa voix**

Face à la multiplication des crises mondiales particulièrement au Moyen-Orient et leurs répercussions sur les économies africaines, le Togo a accueilli ce 03 juillet 2026 la Conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance politique africaine (APA), placée sous le thème : « L'Afrique face à la crise du Moyen-Orient : impacts, défis et réponses stratégiques ».

Déterminé à porter haut la voix de l'Afrique dans la consolidation de la paix et de la stabilité dans le monde par le dialogue et la coopération, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a présidé cette rencontre stratégique en présence du Président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, président en exercice de la CEDEAO.

Étaient également présents à cette concertation, la représentante du président de la Commission de l'Union africaine, les ministres des Affaires étrangères des États africains, les représentants des pays du Moyen-Orient, ainsi que des partenaires internationaux. Le Président



de la Sierra Leone s'est félicité de l'organisation de la Conférence sous le leadership du Président du Conseil pour sa vision et son engagement en faveur de l'Alliance politique africaine. Pour le Président sierra-léonais, « Aucune puissance extérieure ne peut définir l'avenir de l'Afrique. Seule l'Afrique peut définir son propre avenir ». Il a mis en lumière les conséquences des conflits internationaux sur les économies africaines avant de réaffirmer l'engagement de son pays et de la CEDEAO en faveur de la paix, de la gouvernance démocratique et de l'intégration. A l'entame de son intervention, le Président du Conseil a salué la présence du Président Julius Maada Bio et ses propositions pertinentes pour le succès de cette réunion. Abordant les enjeux de cette rencontre, le Président du Conseil a souligné que le continent doit davantage dialoguer, renforcer sa coordination et faire entendre plus clairement sa voix sur la scène internationale. Pour le Président Faure Essozimna Gnassingbé, l'ambition de cette rencontre stratégique est simple : partager les analyses, identifier les convergences et mieux défendre les intérêts stratégiques du continent. Eu égard aux bouleversements géopolitiques actuels, en particulier au Moyen-Orient, qui imposent à l'Afrique une réflexion stratégique approfondie et une réponse collective, il a partagé quatre réflexions portant sur les répercussions de cette crise sur l'Afrique, la résilience comme objectif stratégique permanent, l'anticipation des crises et la nécessité d'une Afrique souveraine et unie sur la scène internationale.

**Une crise au Moyen-Orient aux répercussions sur l'Afrique**

Le Président du Conseil a insisté sur le fait que la crise au Moyen-Orient ne saurait être considérée comme un conflit éloigné des préoccupations africaines. « La crise au Moyen-Orient ne peut être regardée par l'Afrique comme une crise lointaine. Elle nous concerne directement. Elle concerne nos économies. Elle concerne notre sécurité. Elle concerne notre résilience. Elle concerne surtout notre capacité collective à contribuer à la paix et à la stabilité internationales ». Il a notamment évoqué les conséquences de la volatilité des prix de l'énergie, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les difficultés d'accès aux intrants agricoles, la hausse des coûts du transport maritime ainsi que l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Au-delà des indicateurs économiques, le Président du Conseil a mis en évidence les conséquences sociales et sécuritaires de cette instabilité mondiale.

**Faire de la résilience un objectif stratégique permanent**

Le Président du Conseil a poursuivi sa réflexion avec la nécessité d'accélérer la construction d'une véritable résilience africaine. Pour lui, les crises actuelles



ne créent pas de nouvelles vulnérabilités, elles révèlent et amplifient celles qui existaient déjà de par le monde. Il a ainsi plaidé pour une résilience énergétique fondée sur la diversification des sources d'approvisionnement, le développement des interconnexions régionales et une meilleure valorisation des ressources naturelles. A cela s'ajoute la sécurité alimentaire, un impératif qui ne doit pas être seulement une politique agricole, mais aussi et surtout une composante essentielle de la sécurité nationale et continentale. Le Président du Conseil a également insisté sur la nécessité de moderniser les infrastructures logistiques, de sécuriser les corridors commerciaux, de renforcer

les capacités de stockage et de préserver des marges budgétaires suffisantes pour répondre efficacement aux crises sans compromettre les investissements d'avenir.

**Anticiper les crises plutôt que les subir**

Le Président du Conseil a ensuite invité les participants à considérer la crise actuelle comme un signal d'alerte durable plutôt qu'un épisode passager. Malgré les perspectives de désescalade au Moyen-Orient, il a rappelé que les tensions autour du détroit d'Ormuz continuent d'alimenter une forte incertitude sur les marchés internationaux. « Il serait dangereux de penser que quelques signes d'apaisement suffiraient à refermer ce dossier. La situation autour du détroit d'Ormuz demeure fragile. Même si des accords de désescalade étaient conclus, leur solidité resterait à démontrer ». Face à cette réalité, il a appelé les États africains à renforcer leurs capacités d'analyse stratégique, de prospective et d'alerte précoce afin de mieux identifier les risques émergents et de préparer des réponses concertées.

**Une Afrique souveraine et unie sur la scène internationale**

Pour terminer, le Président du Conseil a plaidé pour une expression plus forte et plus cohérente de la voix africaine dans les affaires internationales. « Face aux défis globaux, l'Afrique doit parler d'une voix plus unie. Cela ne signifie pas que tous nos pays doivent adopter exactement les mêmes positions sur tous les sujets. Nos intérêts nationaux peuvent parfois diverger. Mais au-delà de ces différences, il existe des intérêts africains fondamentaux qui nous rassemblent ». Il a défendu une diplomatie africaine indépendante, et rappelé que l'Afrique, forte de son expérience des conflits et de leurs conséquences humaines, économiques et sociales, possède une légitimité particulière pour promouvoir la désescalade, la médiation et le règlement pacifique des différends.

**Une conférence tournée vers l'action**

Le Président du Conseil a réaffirmé que l'ambition de cette conférence n'était pas de commenter les crises internationales, mais de contribuer à l'élaboration d'une réponse africaine plus structurée. Il a invité les participants à faire de cette rencontre un temps de réflexion stratégique débouchant sur des priorités communes. « En accueillant cette conférence à Lomé, notre objectif est de contribuer à une réponse africaine plus structurée. Une réponse de lucidité, parce que nous devons mesurer les risques tels qu'ils sont. Une réponse de résilience, parce que nous devons réduire nos vulnérabilités. Une réponse de souveraineté, parce que nous devons défendre nos intérêts propres. Une réponse de responsabilité, parce que l'Afrique doit contribuer à la désescalade, au dialogue et à la paix ». La représentante du Président de la Commission de l'Union africaine, Madame Francisca Tatchouop Belobe a manifesté l'adhésion de l'instance continentale à cette initiative du Togo pour une Afrique plus résiliente, plus souveraine et davantage unie face aux défis géopolitiques.

**L'APA, un instrument de diplomatie africaine**

Créée par le Togo en 2023, l'Alliance politique africaine s'impose progressivement comme un cadre structurant de dialogue entre les États africains. Elle vise à renforcer la coopération politique et à promouvoir une vision commune des grands enjeux internationaux. La conférence de Lomé s'inscrit ainsi dans la continuité des initiatives diplomatiques du Togo en faveur du multilatéralisme et de la consolidation du rôle de l'Afrique dans la gouvernance mondiale.

Au terme des travaux, la conférence permettra de développer une compréhension partagée des implications économiques, sécuritaires et stratégiques de la crise du Moyen-Orient pour l'Afrique, ainsi que pour la stabilité régionale et internationale. Elle contribuera également à définir des orientations stratégiques visant à renforcer la résilience du continent face aux évolutions de l'environnement international et à dégager des convergences en faveur de la paix, de la désescalade, du dialogue et de la stabilité régionale.

Avec [presidenceduconseil.gouv.tg](http://presidenceduconseil.gouv.tg)



## Pays à revenu intermédiaire : comprendre la classification de la Banque mondiale

Par Carmen Madjé Akakpo

Les expressions « pays à faible revenu », « pays à revenu intermédiaire » ou « pays à revenu élevé » reviennent régulièrement dans les analyses économiques. Mais que recouvrent-elles exactement ? Décryptage d'une classification largement utilisée à l'échelle internationale.



Le classement des pays selon leur niveau de revenu est établi chaque année par la Banque mondiale. Son objectif est de comparer les économies à partir d'un indicateur commun : le revenu national brut (RNB) par habitant. Cet indicateur correspond au revenu total généré par les résidents d'un pays, divisé par le nombre d'habitants.

### Une classification en quatre catégories

Sur la base de cet indicateur, la Banque mondiale répartit les économies en quatre groupes : les pays à

faible revenu, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé.

Lorsqu'un pays enregistre une progression durable de son revenu moyen par habitant, il peut ainsi accéder à une catégorie supérieure.

### Un indicateur de comparaison

Cette classification constitue avant tout un outil statistique. Elle permet aux institutions internationales, aux chercheurs et aux investisseurs de comparer les économies selon un même critère et d'orienter certaines politiques de développement ou de finance-

ment. Elle offre ainsi une photographie du niveau moyen de revenu d'un pays à un moment donné.

### Une réalité plus nuancée

Pour autant, cette classification ne résume pas à elle seule le niveau de développement d'un pays. Le revenu retenu est une moyenne, qui ne reflète pas nécessairement les différences de revenus entre les ménages ni d'autres dimensions comme l'accès aux soins, à l'éducation, à l'emploi ou aux infrastructures.

Autrement dit, le classement renseigne sur le niveau moyen de revenu d'une économie, mais il ne décrit pas à lui seul l'ensemble des réalités économiques et sociales.

En définitive, la classification de la Banque mondiale constitue un repère utile pour analyser les performances économiques des pays. Elle représente un indicateur de référence, qui gagne toutefois à être complété par d'autres données afin d'apprécier pleinement le niveau de développement d'une économie.

Chaque année, le Groupe de la Banque mondiale classe les économies du monde en quatre catégories de revenu :

- FAIBLE
- INTERMÉDIAIRE INFÉRIEUR
- INTERMÉDIAIRE SUPÉRIEUR
- ÉLEVÉ

Mises à jour chaque 1er juillet, ces classifications sont basées sur le revenu national brut (RNB) par habitant de l'année précédente, exprimé en dollars américains.

## Bénin

# Le gouvernement réduit de jusqu'à 30 % les loyers des commerçants dans les marchés modernes

Selon le gouvernement béninois, cette mesure vise à alléger les charges des commerçants, à améliorer le taux d'occupation des infrastructures, et à soutenir l'activité économique.



Le gouvernement béninois a approuvé en Conseil des ministres, une réduction des redevances mensuelles applicables aux espaces marchands des nouveaux marchés urbains et régionaux, dont les pôles commerciaux modernes de Tokpa Yôyô et Tokpa Daho. La baisse, effective à partir de ce mois de juillet, varie de 15 % à 30 % pour la majorité des catégories de commerçants. À titre illustratif, une redevance de 18 000 FCFA par mois dans les marchés de Cadjehoun, Aidjedo, Menontin, Wologuèdè, Gbgamey, Ganhi, Agla-Hlazounto, Topklégbé et Midombo, est ramenée à 12 000 FCFA. Pour compenser le manque à gagner, l'État augmentera les subventions destinées à l'entretien et à la maintenance des infrastructures. Cette décision répond aux préoccupations exprimées par les commerçants, qui estimaient les redevances toujours trop élevées mal-

gré les aides publiques déjà en place. Elle s'inscrit également dans la politique sociale annoncée par le président Romuald Wadagni dans le cadre de son projet de société 2026-2033. Un des objectifs est de faciliter l'accès aux marchés modernes, d'améliorer le recouvrement des redevances, et de favoriser une occupation plus importante des espaces commerciaux. Pour rappel, le Bénin a initié il y a quelques années un vaste programme de modernisation de ses infrastructures marchandes, à travers la construction de 35 marchés modernes, dont 21 marchés de détail offrant plus de 25 800 espaces marchands, ainsi

que 2 marchés de gros, pourvoyant 1 280 emplois directs. Une vingtaine de ces infrastructures sont déjà opérationnelles. Au-delà des investissements dans les marchés, les autorités poursuivent leurs réformes en faveur du secteur privé, notamment à travers l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises (ADPME), chargée d'accompagner les PME, et la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin. Les marchés modernes sont administrés par l'Agence nationale de gestion des marchés (ANaGeM), responsable de leur exploitation, de leur entretien et de leur sécurité.

Avec Agence Ecofin

## Nigéria

# « Ajosepo » dépasse 100 000 \$ en Afrique de l'Ouest

Portée par une production prolifique et un marché en pleine expansion, l'industrie cinématographique nigériane confirme son statut de locomotive du cinéma ouest-africain. Le film nigérian « Ajosepo » vient d'ailleurs de franchir un nouveau cap symbolique au box-office.

Fin juin 2026, FilmOne Entertainment a annoncé sur ses réseaux sociaux que le film « Ajosepo : The Gathering » a franchi la barre des 100 000 dollars de recettes au box-office, en engrangeant précisément 104 676 dollars. Le distributeur a salué le soutien des cinéphiles de la sous-région, dont l'engouement a largement contribué à cette performance. Au-delà de ce succès commercial, ce résultat confirme la montée en puissance de Nollywood et sa capacité à attirer un public toujours plus large sur le marché ouest-africain. À sa sortie le 28 mai, le film avait déjà battu des records. « Le drame familial de Nollywood a réalisé 49,1 millions de nairas de recettes



lors de son premier week-end d'exploitation en salles. Le film s'est classé au deuxième rang du box-office nigérian pour le week-end du 29 au 31 mai 2026 », a indiqué Nairametrics, un média économique local. Le film nigérian « Ajosepo » est réalisé par Kayode Kasum, l'un des cinéastes les plus prolifiques de Nollywood. Sa durée est d'environ 1h50, ce qui en fait un long métrage typique du registre de la comédie dramatique familiale. C'est une œuvre dramatique

centrée sur un mariage yoruba fastueux. Deux familles se retrouvent pour célébrer l'union de Mary et Jide, mais les rancunes anciennes et les secrets enfouis menacent de gâcher la fête. Entre querelles générationnelles, pressions sociales et révélations inattendues, les personnages évoluent dans un récit alternant éclats de rire et tensions explosives. Le récit explore les thèmes de la tradition, de la modernité et du poids des attentes familiales.

Avec Agence Ecofin



# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 3 juillet 2026

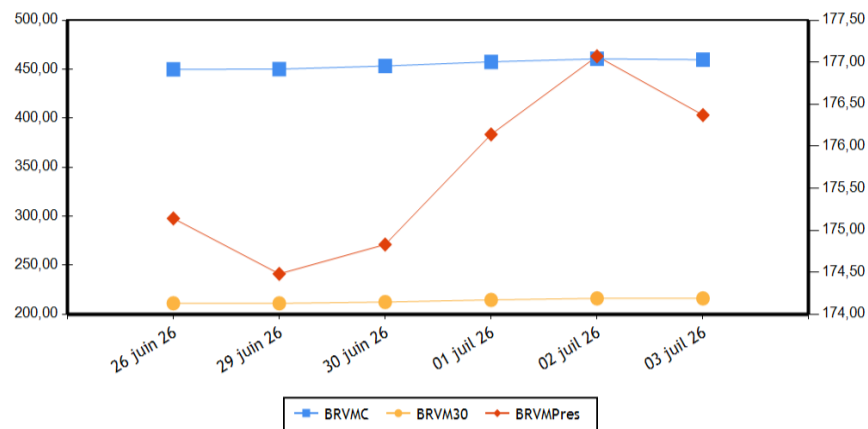
N° 124

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>459,70</b>
Variation Jour	-0,18 %
Variation annuelle	32,96 %

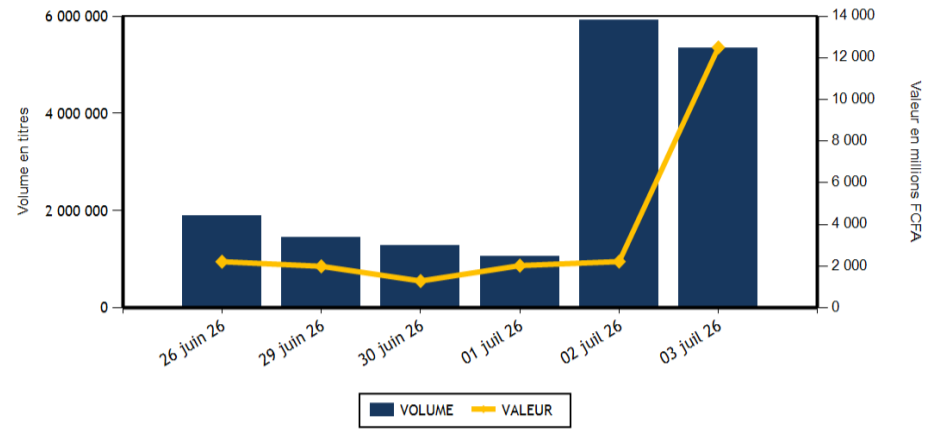
<b>BRVM 30</b>	<b>216,15</b>
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	30,02 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>176,37</b>
Variation Jour	-0,40 %
Variation annuelle	22,27 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	17 709 266 757 629	-0,18 %
Volume échangé (Actions & Droits)	4 205 189	-28,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 611 334 322	-2,50 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	-24,00 %
Nombre de titres en baisse	24	33,33 %
Nombre de titres inchangés	4	0,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BIIC BN (BICB)	6 275	5,37 %	26,13 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	17 270	4,67 %	7,94 %
BICI CI (BICC)	29 380	4,57 %	51,09 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	3 610	3,14 %	240,57 %
SICOR CI (SICC)	5 200	2,97 %	57,58 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	176,37	-0,40 %	22,27 %	44 885	572 567 565	12,86
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	333,69	-0,20 %	53,31 %	4 160 304	1 038 766 757	17,52

## INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	182,45	-0,07 %	37,04 %	4 205 189	1 611 334 322	14,65

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	109,51	0,40 %	15,40 %	8 564	117 097 625	10,93
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	206,83	-0,88 %	19,54 %	119 382	187 182 890	59,70
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	212,25	-0,10 %	45,52 %	3 999 616	940 830 802	14,39
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	285,08	-1,60 %	31,93 %	27 084	214 872 915	10,74
BRVM - INDUSTRIELS	6	218,50	0,05 %	65,12 %	36 104	82 790 905	23,40
BRVM - ENERGIE	4	166,96	-0,27 %	50,54 %	9 088	36 703 040	18,44
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	232,76	0,00 %	119,79 %	5 351	31 856 145	21,50

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	14,65
Taux de rendement moyen du marché	6,26
Taux de rentabilité moyen du marché	5,96
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	209
Volume moyen annuel par séance	1 750 104,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 836 390 906,40

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 146 939 269 135	0,02 %
Volume échangé	1 146 222	1 855,54 %
Valeur transigée (FCFA)	10 886 352 700	1 816,24 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	2	-33,33 %
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	0,00 %

## PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	51 395	-7,49 %	50,17 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	37 000	-5,10 %	23,77 %
SAPH CI (SPHC)	7 675	-3,58 %	-2,85 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 355	-3,09 %	49,05 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 200	-2,59 %	10,34 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	61,70
Ratio moyen de satisfaction	78,99
Ratio moyen de tendance	128,03
Ratio moyen de couverture	78,11
Taux de rotation moyen du marché	0,38
Prime de risque du marché	1,08
Nombre de SGI participantes	35

Emploi

# Avec 5% de chômeurs, l'Italie atteint un niveau historiquement bas

Le taux de chômage en Italie a atteint un plus bas historique à 5% en mai 2026, affichant une performance bien supérieure à la moyenne européenne et à celle de la France. Ce recul spectaculaire masque pourtant un léger repli du taux d'emploi sur le mois, tiré par une hausse du nombre d'inactifs.

Le taux de chômage a atteint un nouveau record à la baisse en Italie au mois de mai, à 5% (-1,5 point sur un an), selon une première estimation publiée ce jeudi 2 juillet par l'Institut national des statistiques (Istat). Avec 399.000 chômeurs en moins sur un an, l'Italie confirme sa place en dessous de la moyenne européenne (5,9% en mai). Pourtant, le taux d'emploi a légèrement reculé à 63% (-0,1 point de pourcentage) sur le mois. Et cette baisse du nombre de travailleurs touche les hommes, les femmes, les salariés à durée déterminée et toutes les tranches d'âge, à l'exception des personnes de 50 ans et plus. Alors comment expliquer ces chiffres qui semblent, à première vue, paradoxaux ? Le taux de chômage ne se calcule pas sur toute la population, mais uniquement sur la "population active". Il inclut les Italiens qui ont un emploi et ceux qui en cherchent un activement. Quant au taux d'emploi, il se calcule sur l'ensemble



de la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) : si le nombre de personnes qui ont un emploi baisse, ce taux recule.

### De bien meilleurs résultats que la France

En d'autres termes, si le taux de chômage a baissé simultanément au taux d'emploi, c'est parce que de nombreuses personnes sont devenues inactives. Ils sont 59 000 de plus sur le mois (+0,5%). Le nombre de personnes employées en Italie a donc diminué. Dans le détail, cette baisse s'explique par la chute du nombre de travailleurs temporaires (-244 000), tandis que le nombre de salariés per-

manents et de travailleurs indépendants a plutôt augmenté. Toujours en mai, le taux de chômage de la zone euro s'établissait à 6,2%, stable par rapport à avril et en baisse par rapport aux 6,3% enregistrés à la même période de l'année précédente, selon Eurostat. Le taux de chômage de l'UE était de 5,9%, également stable par rapport à avril et en baisse par rapport aux 6% enregistrés en mai 2025. La France fait plutôt figure de mauvais élève, avec un taux de chômage qui s'élevait à 8,1% de la population active au premier trimestre de l'année 2026 – son plus haut niveau depuis le premier trimestre 2021.

Avec [bfmtv.com](http://bfmtv.com)

Finance

# Les tarifs bancaires ont augmenté plus vite que l'inflation entre 2025 et 2026

Les tarifs bancaires affichent une hausse de 2,7% entre 2025 et 2026 contre 0,9% pour l'inflation, selon le rapport annuel de l'Observatoire des tarifs bancaires ce mardi. Avec, en tête des hausses, les frais de tenue de compte.

Les tarifs bancaires ont augmenté plus vite que l'inflation entre 2025 et 2026. Selon l'indice Insee, la hausse est de 2,7% par rapport à l'an dernier, contre 0,9% pour l'inflation générale et 1,6% pour les prix des services, indique le rapport annuel de l'Observatoire des tarifs bancaires (OTB), rattaché à la Banque de France, ce mardi 30 juin. Ce rapport repose sur un panel de 102 établissements, représentant 99% des parts de marché, et analyse les frais bancaires au 1<sup>er</sup> avril 2026. « Sur deux ans, de février 2024 à février 2026, la hausse des prix des services bancaires (+ 5,3%) est légèrement inférieure à la hausse des prix des « autres services » (+ 5,6%) mais supérieure à celle des services (+ 3,9%) et à l'inflation globale (+ 1,7%) », note l'OTB. « Sur une plus longue période, de février 2016 à février 2026, la hausse des prix des services bancaires (+ 17,4%) est inférieure » à l'indice des prix à la consommation (IPC) (+ 22,1%). ×



### Hausse de 80 centimes des frais de tenue de compte

Parmi les hausses de services bancaires les plus prononcées : le prix moyen annuel des frais de tenue de compte (+ 3,71%, soit 0,80 euro), qui s'explique « pour plus de la moitié des établissements (57) » par le maintien inchangé de leurs tarifs et, « pour 45 établissements, d'une augmentation de leurs tarifs qui s'étale entre 0,40 euro et 9,60 euros ». Les prix moyens annuels pondérés des cartes de paiement internationales ont augmenté entre 1,57% et 1,59%, soit 0,70 et 0,69 euro en fonction du type de carte.

### Les tarifs de l'OCF se stabilisent

Pour leur part, « les prix des offres groupées de services, qui sont largement diffusées, ont augmenté

de 2,37% entre le 1<sup>er</sup> avril 2025 et le 1<sup>er</sup> avril 2026 », souligne le rapport. Par ailleurs, les cotisations annuelles de l'offre clientèle fragile (OCF) se stabilisent à un niveau trois fois inférieur au plafond réglementaire, « après une baisse sensible observée en 2023 », souligne le rapport. « Ainsi, la quasi-totalité des établissements du panel (98 sur 99) facturent désormais cette offre à un tarif annuel n'excédant pas 12 euros ». Le rapport de l'OTB confirme également « une réduction des écarts tarifaires des COM (collectivités d'outre-mer, ndlr) du Pacifique avec ceux de l'Hexagone », « alors que 9 tarifs sur 14 dans les DROM (Départements et Régions d'Outre-Mer, ndlr) de la zone euro demeurent supérieurs à ceux de l'Hexagone, sans réduction des écarts ».

Avec [latribune.fr](http://latribune.fr)

Climat

# L'IA fait exploser les émissions carbone de Google et d'Amazon

Google a rejeté 18,8 millions de tonnes équivalent CO2 en un an (+82% depuis 2019), Amazon 80,85 millions (+58%). Les deux groupes polluent désormais plus par dollar de revenu généré, une première pour Amazon depuis 2021, malgré leurs promesses de neutralité carbone.

Ce n'est pas une facture financière, mais environnementale. Google et Amazon ont annoncé cette semaine des émissions de gaz à effet de serre en forte hausse. Cette augmentation est tirée par la construction effrénée d'infrastructures d'intelligence artificielle. Ces projets les éloignent chaque année un peu plus de leurs promesses de neutralité carbone. Les émissions totales de Google ont bondi de 82% depuis 2019 (+18% sur la seule année écoulée) alors que le groupe s'était engagé à les réduire de moitié

d'ici à 2030. L'an dernier, la firme a rejeté 18,8 millions de tonnes équivalent CO2 (t'éq. CO2). Ces rejets proviennent de ses centres de données (data centers) et de ses bureaux, mais surtout de la fabrication des puces et des serveurs, ainsi que de la construction de nouveaux centres chez ses fournisseurs. Les émissions d'Amazon ont, elles, grimpé de 58% sur la même période (+16% en un an), malgré une neutralité carbone promise pour 2040.

### En quoi le problème est-il lié à l'IA ?

C'est le signe que le



mal s'aggrave : les deux groupes polluent désormais davantage pour chaque dollar d'activité. Autrement dit, leurs émissions augmentent plus vite que leurs ventes. C'est une première depuis au moins 2021 pour Amazon. « Notre déploiement d'infrastructures d'IA s'accélère actuellement plus vite que le réseau électrique ne

se décarbone », reconnaît Kate Brandt, directrice du développement durable de Google, citée dans le bilan environnemental annuel du groupe. Son homologue chez Amazon, Kara Hurst, admet de son côté que « la hausse de la demande pourrait ralentir » le groupe dans son ambition environnementale. La consommation électrique

de Google a doublé en trois ans.

### Pourquoi tous les géants de la tech sont-ils concernés ?

Le phénomène touche l'ensemble du secteur. Il semble probable que les bilans de Meta et de Microsoft, qui seront publiés prochainement, refléteront la même tendance. La course mondiale à l'intelligence artificielle, qui s'est accélérée après le succès de ChatGPT fin 2022, pousse les géants de la tech à multiplier les centres de données. Ces installations sont très gourmandes en électricité, en eau de refroidis-

sement, en béton, en acier et en puces. Dans leurs volumineux rapports annuels, les deux groupes vantent leurs efforts. Google dit avoir signé en 2025 un volume record de contrats d'énergie décarbonée (12 gigawatts), tout en investissant dans le nucléaire et la géothermie. Amazon, lui, se présente comme le premier acheteur mondial d'énergies renouvelables pour la sixième année consécutive. Il investit dans de petits réacteurs nucléaires et revendique plus de 52 000 camions électriques.

(Avec AFP)

## Intégration des marchés financiers africains

## Lancement de la phase 2 de l'AELP à Dar es Salaam

La Phase 2 du Projet d'Interconnexion des Bourses Africaines (AELP) a été officiellement lancée à Dar es Salaam. Portée par l'Association des Bourses Africaines (ASEA) et la Banque Africaine de Développement, cette nouvelle étape élargit l'intégration des marchés financiers africains avec l'adhésion de quatre nouvelles bourses et renforce la dynamique de financement transfrontalier sur le continent.

● Wilson Lawson

Une nouvelle étape pour l'intégration financière africaine. L'Association des Bourses Africaines (ASEA) a officiellement lancé, le mercredi 1er juillet 2026 à Dar es Salaam, la Phase 2 du Projet d'Interconnexion des Bourses Africaines (AELP – African Exchanges Linkage Project). L'annonce a été faite en marge du séminaire annuel Building Africa Financial Markets (BAFM), consacré au développement des places boursières africaines. Initiée conjointement avec la Banque Africaine de Développement, cette initiative vise à renforcer les échanges transfrontaliers et à améliorer la liquidité des marchés



financiers africains.

#### Quatre nouvelles bourses rejoignent le réseau

Après une première phase réussie lancée en novembre 2022, qui avait permis d'intégrer sept bourses africaines, la Phase 2 marque l'entrée officielle de quatre nouvelles places boursières : Botswana Stock Exchange ; Eswatini Stock Exchange ; Ghana Stock Exchange ; Uganda Securities Exchange. Avec

ces adhésions, l'AELP regroupe désormais onze bourses interconnectées, constituant un réseau financier africain en pleine expansion.

#### Une infrastructure au service des investisseurs

Le dispositif technologique de l'AELP permet désormais aux investisseurs africains et internationaux d'accéder à ces onze marchés via plus de 50 courtiers en valeurs mobilières. Les transactions trans-

frontalières peuvent être exécutées en monnaies locales, de manière rapide, fluide et sécurisée, tout en respectant les réglementations des marchés hôtes. Cette avancée représente une opportunité stratégique pour les investisseurs de la zone UEMOA et contribue à renforcer l'attractivité des marchés financiers africains.

#### Reconnaissance des acteurs techniques et institutionnels

Lors de la cérémonie, le

président de l'Association des Bourses Africaines (ASEA), Pierre Célestin Rwabukumba, a salué l'engagement des équipes techniques et des bourses partenaires ayant permis la mise en œuvre de cette interconnexion élargie. Il a souligné le rôle déterminant de la coopération entre les institutions pour faire avancer l'intégration des marchés de capitaux en Afrique.

#### Une dynamique au service du financement du continent

L'AELP confirme ainsi son rôle de catalyseur de l'intégration économique africaine. En facilitant la circulation des capitaux, le projet ouvre la voie à une mobilisation accrue de l'épargne régionale et à un financement plus durable des économies africaines. Pour la Bourse Régionale des Valeurs Mobi-

lières (BRVM), cette extension représente également une opportunité de diversification et d'élargissement des perspectives d'investissement.

#### À propos de l'ASEA

L'Association des Bourses Africaines (ASEA) est la première association regroupant 25 bourses de valeurs en Afrique. Créée en 1993, elle œuvre à renforcer les marchés de capitaux du continent et à favoriser la coopération entre ses membres. Plus d'informations : African Exchanges Association (ASEA). Les courtiers BRVM participant à l'AELP sont : BOA Capital Securities ; Coris Bourse ; CGF Bourse ; FGI Bourse ; Société Générale Capital Securities (SGCS).

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Votre situation financière sera sans doute au centre de vos préoccupations cette fois, et vous ferez des plans sur la comète, envisageant de faire un emprunt à long terme pour un achat important. Réfléchissez bien avant de vous lancer. Et si vos projets sont momentanément retardés, prenez votre mal en patience : la situation se déblocquera bientôt.

**Taureau** Des bouleversements financiers imprévisibles pourraient vous faire perdre beaucoup d'argent. Aussi, si vous tenez absolument à spéculer, prenez au moins l'avis de spécialistes, qui vous éviteront peut-être des placements franchement hasardeux.

**Gémeaux** Le secteur argent sera touché par cette configuration de Neptune. Tous ceux d'entre vous qui se sont trop endettés vont devoir chercher des solutions pour retrouver l'équilibre. Le mieux serait de prendre rendez-vous avec votre banquier.

**Cancer** Vous aurez tendance à manquer de rigueur dans la gestion de vos finances. Faites un petit effort de discernement et d'économie, ou vous finirez par compromettre gravement votre équilibre financier.

**Lion** On ne se méfie jamais assez d'un Saturne mal aspecté. Cet astre vous sera profitable si vous vous montrez prudent, économe et organisé. Mais si vous jouez les cigales et dépensez sans compter, attention, il risque de vous valoir un contrecoup immédiat !

**Vierge** Prenez les initiatives utiles au développement de vos affaires. Les influences planétaires de la journée seront très favorables dans ce domaine. Mais n'oubliez pas que la réalisation de vos espoirs demandera de la concentration d'esprit ; ne vous laissez donc pas distraire par des désirs d'évasion déplacés.

**Balance** Excellentes perspectives matérielles sous la protection de Mercure. Une transaction financière importante pourra être menée à bien. Vous ferez aussi de bons placements ou investissements.

**Scorpion** Votre situation matérielle ne se consolidera que lentement. Inutile de vous démener dans l'espoir d'une amélioration spectaculaire. Il sera dans votre intérêt de montrer patient et persévérant. "Petit à petit, l'oiseau fait son nid" (proverbe français).

**Sagittaire** Les astres vous gratifieront d'une chance certaine sur le plan financier. Mais vous devrez éviter de voir trop grand dans vos entreprises, car vous pourriez vous laisser aller à prendre des risques inutiles pouvant entraîner de lourdes pertes.

**Capricorne** Jupiter, qui deviendra cette fois votre allié, a toujours pour effet d'apporter une très solide protection sur le plan financier. Nombre d'entre vous vont donc voir leurs revenus augmenter. Mais attention, il y aura tout de même un bémol.

**Verseau** Le Soleil en aspect favorable vous incitera à bien gérer l'organisation de votre budget. Vous avez contracté des emprunts ? Vous pourrez cette fois les renégocier dans de meilleures conditions et à des taux plus intéressants. Vous avez placé vos économies ? Peut-être auriez-vous intérêt à faire évoluer vos placements et prendre davantage de risques.

**Poisson** En raison des bons influx astraux, ce sera le moment idéal pour vous occuper du côté matériel de votre vie : effectuer des investissements financiers, réaliser des transactions immobilières, préparer votre retraite, assurer l'avenir des vôtres, surtout celui de vos enfants. Toutes ces démarches seront grandement favorisées.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations  
d'analyses et d'investigations  
économiques, financières et boursières  
Édité par l'Agence de communication «  
CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Agoè Assiyéyé non loin de la Poste  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

#### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

#### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

#### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

#### Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT  
(+228 90 49 27 88)

#### Rédacteurs

Joël YANCLO

#### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Di-kéti 2026

# Le Togo veut transformer ses entrepreneurs en créateurs de richesse

Le gouvernement togolais entend franchir une nouvelle étape dans sa politique de promotion des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). En lançant la troisième édition du Di-kéti, un rendez-vous entrepreneurial qui a réuni près de 5 mille acteurs de l'écosystème national, l'exécutif affiche sa volonté de faire de l'entrepreneuriat un véritable moteur de création d'emplois, de richesse et de souveraineté économique.

• Hélène Martelot

Placée sous le signe de la connexion entre les entrepreneurs, les investisseurs, les institutions financières et les partenaires techniques, cette édition 2026 s'est ouverte à la Maison des Jeunes de Lomé, le vendredi 3 juillet 2026. Dans son discours d'ouverture, le ministre du Développement à la Base, et de l'Economie Sociale et Solidaire, Mazamesso Assih a indiqué que l'entrepreneuriat togolais ne peut plus évoluer de manière isolée.

## Rendez-vous incontournable

Créé en septembre 2025, le Di-kéti s'est rapidement imposé comme un rendez-vous majeur du calendrier entrepreneurial togolais. « L'entrepreneuriat togolais n'avance pas seul. Il avance quand les talents rencontrent les capitaux, quand les projets rencontrent les décideurs, quand les innovateurs rencontrent les marchés », a déclaré la ministre à l'ouverture de la rencontre. Puisé dans les langues nationales, le nom Di-kéti traduit l'idée de « se rassembler pour avancer ensemble ». Une philosophie qui s'est matérialisée à travers trois jours de conférences, de masterclasses, de rencontres B2B, de sessions de networking et d'opportunités de financement destinées à accompagner les entrepreneurs dans leur développement. Pour le gouvernement, l'objectif est d'offrir aux participants des outils immédiate-



ment exploitables pour améliorer leurs activités dans un environnement économique devenu plus exigeant. Dans son intervention, la ministre a rappelé que le développement des TPME constitue une priorité nationale.

## Cette stratégie repose sur trois piliers

Le premier consiste à protéger les entrepreneurs, à travers des mécanismes d'accompagnement plus accessibles, la mise en place de référentiels comme la doctrine d'accompagnement des TPME et la Charte des



TPME, ainsi qu'un environnement favorable à la formalisation des entreprises. Le deuxième vise à rassembler tous les acteurs de l'écosystème notamment, l'Etat, secteur privé, institutions financières, partenaires techniques, startups et organisations professionnelles, afin de construire une dynamique collective. Enfin, le troisième axe entend transformer les pratiques entrepreneuriales grâce à la modernisation des méthodes de gestion, à l'accès aux nouvelles technologies, aux marchés et à la montée en compétences des dirigeants de TPME. « Le Di-kéti n'a de sens que si ses effets perdurent au-delà des trois jours que nous partageons ici. Ce qui compte, c'est le contrat signé, le financement obtenu, le partenariat formalisé ou encore la compétence acquise », a insisté la ministre.

## « Le secteur privé est celui qui crée la richesse », Stanislas Zézé

Invité de cette troisième édition, l'entrepreneur ivoirien et président-directeur général de Bloomfield Investment Corporation, Stanislas Zézé, a salué la dynamique engagée par le Togo tout en rappelant que le véritable moteur du développement reste le secteur privé. Selon lui, la

prise de conscience progresse partout en Afrique. « Les gouvernants mettent en place le cadre. Ce ne sont pas eux qui créent la richesse, la valeur ou les emplois. Cette responsabilité appartient aux entrepreneurs », a-t-il affirmé. Pour l'homme d'affaires, le développement d'un écosystème entrepreneurial solide ne relève pas d'un miracle, mais d'un processus qui demande du temps, de la persévérance et une implication croissante des jeunes eux-mêmes. Il a encouragé les jeunes entrepreneurs togolais à s'approprier progressivement le Di-kéti afin que, dans les prochaines années, ils deviennent eux-mêmes les principaux animateurs de cette plateforme.

## L'échec ne doit pas décourager

Face à une jeunesse souvent attirée par l'entrepreneuriat dans l'espoir d'une réussite rapide, Stanislas Zézé a tenu à déconstruire certaines idées reçues. Créer une entreprise ne garantit pas un succès immédiat, a-t-il rappelé. « On n'échoue que lorsqu'on abandonne. Tant qu'on n'abandonne pas, on rencontre simplement des difficultés qu'il faut apprendre à résoudre. » Pour lui, un entrepreneur est avant tout une personne capable d'identifier les

problèmes et d'y apporter des solutions. Il a également insisté sur la nécessité de favoriser le partage d'expériences entre chefs d'entreprise expérimentés et jeunes porteurs de projets, estimant que cette transmission constitue l'un des meilleurs leviers de réussite.

## Innovation et technologie au cœur du développement

Dans un contexte marqué par les mutations géopolitiques et économiques, Stanislas Zézé estime que les économies africaines doivent accélérer leur transformation numérique. Agriculture, industrie, BTP, énergie, culture ou encore économie sportive, tous les secteurs doivent intégrer davantage d'innovation et de technologies pour gagner en compétitivité. Il a notamment salué les ateliers pratiques organisés dans le cadre du Di-kéti, citant l'exemple des formations sur la certification des produits alimentaires destinées aux jeunes transformateurs. Pour lui, ces formations permettent non seulement d'améliorer la qualité des produits, mais aussi de sensibiliser les entrepreneurs aux exigences sanitaires et réglementaires indispensables

lui, le Di-kéti offre aux dirigeants de petites entreprises une occasion précieuse de sortir de leur isolement, de bénéficier de formations et d'échanger directement avec les décideurs. Toutefois, il estime que plusieurs défis restent à relever. Le premier concerne l'accès au financement. Il regrette que les banques exigent encore des garanties difficilement accessibles aux jeunes entrepreneurs, notamment des titres fonciers de valeur équivalente aux montants des prêts sollicités. Pour lui, ces conditions limitent fortement la capacité des jeunes entreprises à financer leur croissance. Le second défi concerne la communication autour des dispositifs publics. Selon M. Stratégie, de nombreux jeunes ignorent encore l'existence des programmes gouvernementaux pourtant conçus pour les accompagner. « Aujourd'hui, les jeunes sont sur TikTok et les réseaux sociaux. Si les messages leur sont destinés, il faut communiquer là où ils se trouvent, notamment à travers les influenceurs », plaide-t-il. Au-delà des annonces, cette troisième édition



à la conquête de nouveaux marchés.

## Les entrepreneurs appellent à des réformes plus concrètes

Parmi les participants, l'entrepreneur togolais M. Stratégie, directeur général d'un cabinet d'intelligence marketing et de gestion de projets, reconnaît l'intérêt de l'initiative gouvernementale. Selon

du Di-kéti traduit la volonté du gouvernement de faire émerger un entrepreneuriat plus structuré, plus innovant et davantage connecté aux opportunités de financement et de marché. Le défi reste désormais de transformer les échanges de ces trois jours en résultats concrets : entreprises créées ou consolidées, partenariats noués, financements mobilisés et emplois générés.



Foire Internationale de Blitta

La 4ème édition du 8 au 23 aout avec plusieurs innovations

La 4ème édition de la Foire Internationale de Blitta (FIB) se déroulera, du 8 au 23 août prochains, avec plusieurs innovations, sur son site au CEG Blitta-Gare 2. L'annonce a été faite par le comité d'organisation, au lancement officiel des activités le samedi 4 juillet à Sokodé.

Placée sous le thème « Valorisation des produits du terroir en vue de la promotion de la consommation locale », cette foire est organisée par l'Agence Afrik Contact. Elle constitue une plateforme économique conçue pour valoriser l'entrepreneuriat des jeunes, dynamiser les investissements locaux et renforcer les échanges commerciaux. Rassemblant, chaque année, les producteurs, les artisans et les investisseurs sous un même idéal de croissance collective, le projet s'inscrit en conformité avec la feuille de route gouvernementale. Il entend faire de la consommation locale un moteur durable de croissance. Avec cinq pays invités, Burkina-Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, cette édition se fixe comme objectifs majeurs de promouvoir le local, développer activement la consommation, et adopter le « Made in Togo » auprès des communautés locales et des délégations étrangères. Les partenariats B2B seront mis en avant avec la facilitation des collaborations directes entre les acheteurs, les distributeurs et petits producteurs ruraux de la Centrale. Les activités prévoient des expositions, ventes, des démonstrations artisanales en direct et des renforcements de capacités des micros-entreprises locales. Elles intègrent un accompagnement actif



des jeunes, l'innovation agropastorale pour attirer l'investissement et des remises officielles de prix aux stands les plus méritants. La FIB 2026 innove avec la création d'espaces d'exposition de valorisation exclusive de la production agricole ainsi que la création d'opportunités de rendez-vous d'affaires physiques et hybrides. Elle mettra à contribution des conférences sectorielles pour former les porteurs de projets aux normes de qualité. Parmi les autres nouveautés, figurent, des facilités d'accueil pour stimuler la présence d'exposants internationaux, des concerts géants et des activités folkloriques pour maximiser l'attraction et l'ancrage régional. Le secrétaire général du gouvernement, Dr Pia-Abalo Tohouléba, a exprimé sa gratitude au président du Conseil, Faure Gnassingbé pour sa politique de promotion de la consommation locale. Il a salué cette foire qui constitue, selon lui, un pilier du développement économique et social, contribuant à dynamiser le commerce de proximité, à stimuler l'entrepreneuriat des jeunes et

femmes, et à favoriser la valorisation du savoir-faire artisanal et agricole. Il a ajouté que cet espace de rencontre renforce la cohésion sociale et l'identité culturelle de la région. M. Joël Nimon, promoteur et directeur général d'Afrik Contact a dressé un bilan reluisant des précédentes éditions et appelé les exposants à réserver dès maintenant leurs stands. Il a également invité les sponsors à les rejoindre pour plus de visibilité de leurs produits et services. Le directeur régional du Commerce, Kokou Oganto, le représentant du directeur régional de l'Agriculture, Koussoune Koundé et le secrétaire général du Conseil régional, Bassowa Kafessina ont tous relevé l'intérêt de la FIB et réaffirmé la disponibilité de leur structure à jouer leur partition pour le succès de cette édition. La cérémonie de lancement s'est déroulée, dans une ambiance festive, en présence des autorités administratives, politiques, militaires et traditionnelles venues soutenir le promoteur.

Avec ATOP/MEK/BA/  
KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres	
<b>DEVELOPPEMENT ET INEGALITES</b>	
PIB/habitant (PPA, 2023)	1 000 USD
Classement (PPA, 2023)	160/193
Coefficient de GINI (PM, 2021)*	37,3
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (PM, 2021)	26,4%
Taux d'alphabétisation des adultes (PM, 2019)	67%
Nombre moyen d'années de scolarité (PM, 2022)	5,6 ans
Part de l'emploi vulnérable (PM, 2022)	7%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (PM, 2020)	34%
APD nette par habitant (PM, 2022)	49 USD
Taux d'inclusion financière (PM, 2021)**	49,6%
<b>SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE</b>	
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2018-2022)	0,06
Catégorie de prévalence pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%
<b>INFRASTRUCTURES</b>	
Taux d'accès à l'électricité (PM, 2022)	57,2%
Taux d'accès à l'eau potable (PM, 2022)	71%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (PM, 2022)	39%
Classement Africa Infrastructure Development Index (AII, AII, 2022)	43/54
Classement Transport Index (PM, 2022)	29/54
Taux d'investissement dans les télécommunications (PM, 2022)	74%
Part de la population utilisant l'internet (PM, 2022)	30%
Indice de performance logistique (PM, 2022)	2,6
<b>Classements d'indicateurs de gouvernance</b>	
Transparency International 2023	126/180
Voix Libres 2023	22/54
Respect sans frontières 2024	113/180

Coupe du Monde 2026 :

Résultats & Calendrier

16e de FINALE

lun. 29 jun. à 22h30, Boston

Allemagne Paraguay

1 1

a.p. aux pénaltys (3-4)

mar. 30 jun. à 23h, New York

France Suède

3 0

dim. 28 jun. à 21h, Los Angeles

Afrique du Sud Canada

0 1

mar. 30 jun. à 03h, Monterrey

Pays-Bas Maroc

1 1

a.p. aux pénaltys (2-3)

ven. 03 jui. à 01h, Toronto

Portugal Croatie

2 1

jeu. 02 jui. à 21h, Los Angeles

Espagne Autriche

3 0

jeu. 02 jui. à 02h, San Francisco

Etats-Unis Bosnie-H.

2 0

mer. 01 jui. à 22h, Seattle

Belgique Sénégal

3 2

après prolong. (2-2)

lun. 29 jun. à 19h, Houston

Bésil Japon

2 1

mar. 30 jun. à 19h, Dallas

Côte d'Ivoire Norvège

1 2

mer. 01 jui. à 03h, Mexico

Mexique Equateur

2 0

mer. 01 jui. à 18h, Atlanta

Angleterre RD Congo

2 1

sam. 04 jui. à 00h, Miami

Argentine Cap Vert

3 2

après prolong. (1-1)

ven. 03 jui. à 20h, Dallas

Australie Egypte

1 1

a.p. aux pénaltys (2-4)

ven. 03 jui. à 05h, Vancouver

Suisse Algérie

2 0

sam. 04 jui. à 03h30, Kansas City

Colombie Ghana

1 0

8e de FINALE

sam. 04 jui. à 23h, Philadelphie

Paraguay France

0 1

sam. 04 jui. à 19h, Houston

Canada Maroc

0 3

lun. 06 jui. à 21h, Dallas

Portugal Espagne

- -

mar. 07 jui. à 02h, Seattle

Etats-Unis Belgique

- -

dim. 05 jui. à 22h, New York

Bésil Norvège

- -

lun. 06 jui. à 02h, Mexico

Mexique Angleterre

- -

mar. 07 jui. à 18h, Atlanta

Argentine Egypte

- -

mar. 07 jui. à 22h, Vancouver

Suisse Colombie

- -

# 7<sup>e</sup> FOIRE MADE IN TOGO

Du 03 au 12  
Juillet 2026

 CETEF  
TOGO 2000  
 ENTRÉE LIBRE  
ET GRATUITE

## MARDI 07

JUILLET 2026

14H50-17H45

**Panel 1** : Enjeux et perspectives de la transformation locale : le cas de la volaille et du riz.

## MERCREDI 08

JUILLET 2026

14H50-17H45

**Panel 2** : Adéquation Formation-Emploi : Développer des compétences techniques pour répondre aux besoins des nouvelles industries de transformation

## JEUDI 09

JUILLET 2026

09H30-13H30

Journée portes ouvertes de la **HAUQE** et **BRMN**

Panel : l'infrastructure nationale de la qualité au service de la compétitivité des entreprises togolaises et de l'accès de leurs produits aux marchés.

Lancement officiel des diagnostics approfondis des TPME 2026 et remise des certificats d'agrément aux cabinets partenaires

## VENDREDI 10

JUILLET 2026

10H00-18H00

**Journée Ayimolou**

09H30-12H00

**Panel** : Impact socio-économique du festival gastronomique AYIF du Togo: Entre valorisation d'habitude alimentaire et innovation d'espace socioculturel,

15H00-17H30

Atelier cuisine : Préparer un bon plat de Watché suivi de jeux et animations

14H50-17H45

**Panel 3** : L'entrepreneuriat des jeunes et des femmes : La transformation artisanale et semi-industrielle comme solution au chômage

## SAMEDI 11

JUILLET 2026

10H00-20H00

Journée spéciale de promotion du riz local togolais, suivie d'une dégustation de mets à base de riz

10H00-20H00

**Journée Kom**

## DIMANCHE 12

JUILLET 2026

10H00-15H00

**Journée Pizza locale ( kpedjigaou )**

10H00-20H00

**Sifio ( TILAPIA LOFTY FARM )**

18H00-22H00

**Concert Tradi-Urbain**

# Activités Phares!



CMJN

CMJN

I.B.D.A. STUDIO